ACCORDS ET DESACCORDS: CONDITIONS DU DIALOGUE

Henri-Louis Miéville & Umberto Campagnolo

Lettre de M. Miéville à M. Campagnolo.
Lausanne, le 8 mars 1953

Cher Monsieur,

Je vous remercie pour la lettre que vous m'avez adressée au sujet du texte que j'aurais voulu soumettre à la dernière assemblée de la S.E.C. et dont il n'a pu étre fait, m'a-t-on dit, qu'une rapide lecture.

De *ce* que vous m'écrivez je tire les conclusions suivantes en ce qui concerne la position de principe qu'entend tenir la S.E.C. La S.E.C. pense qu'il n'y a pas de culture digne de ce nom, lorsque la liberté de l'esprit n'est pas respectée. A l'Est comme à l'Ouest elle reconnait comme valeurs authentiques tout ce qui tend à promouvoir le progrès culturel conçu comme un enrichissement et une libération de l'homme. C'est un esprit qu'elle s'applique à définir; ce sont des principes qu'elle entend proclamer. Sa «politique de la culture» marque une orientation, elle propose des normes pour l'action, mais ne songe pas à formuler et à faire adopter par ses membres un programme concret d'action politique, au sujet duquel ils ne pourraient sans doute se mettre d'accord. En conséquence de quoi, elle s'abstiendra, en tant que Société, de prononcer des jugements approbatifs ou désapprobateurs sur les institutions et les actes de qui que ce soit, laissant à ses membres le soin de prendre à cet égard la position qui sera conforme aux convictions de chacun.

Que le dialogue soit possible et puisse être utile sur cette base, je le crois pour ce qui est des Européens non-inféodés à une idéologie totalitaire ou dont l'attitude serait plus ou moins flottante, mais je n'y crois guère, s'il s'agit d'un dialogue avec des totalitaires militants et convaincus (qu'ils soient de «droite» ou de «gauche»). Car nous devons nous rendre compte nettement du point crucial sur lequel porte la différence entre eux et les principes de la S.E.C. Pour le totalitaire il y a une primauté du politique sur le spirituel, qui entraine un dirigisme intellectuel s'exerçant sur tout le domaine culturel et commandé par une doctrine sacrée, vérité absolue, intangible. C'est ce que le non-totalitaire refuse, et c'est ce que la «politique de la culture «, telle que la conçoit et la préconise la S.E.C., ne saurait admettre. Laisser planer la moindre équivoque sur ce point, ce serait trahir les intérêts supérieurs de la culture. Je pense que nous sommes pleinement d'accord à ce sujet. Mais il en résulte ceci, me semble-t-il: entre totalitaires et non-totalitaires il peut y avoir confrontation de points de vue – ce qui n'est pas nécessairement dépourvu d'utilité, – mais non dialogue proprement dit. Car pour qu'il puisse y avoir dialogue, il faut que les interlocuteurs aient la possibilité de se référer à certains principes admis de part et d'autre et formulables clairement, *sans équivoque.*

Dans un débat entre totalitaires et non-totalitaires portant non sur le secondaire, mais sur le principal (et c'est cela surtout, je suppose, qui importe), ces principes communs font défaut. J'en ai fait personnellement plus d'une fois l'expérience. Mais ce qui fait défaut plus gravement encore, si l'on songe à la possibilité du dialogue, c'est chez le totalitaire une attitude d'esprit qui consiste à tenir la position que l'on a pour réformable. N'oublions pas qu'il lui est plus difficile qu'à d'autres de réaliser cette condition d'un dialogue fructueux, toute déviation de la ligne prescrite par le parti mettant sa position, voire sa sécurité personnelle, en question, s'il est un ressortissant d'un Etat totalitaire.

Nous nous trouvons donc ici devant un cas spécial. Pour deux raisons le totalitaire est inapte au dialogue, l'une *subjective,* la foi en l'infaillibilité de la doctrine; et l'autre, *objective,* le risque qu'il courrait personnellement, s'il se prêtait à la discuter vraiment, sérieusement, et s'il était amené à admettre le bien-fondé de certaines critiques. Il en résulte une conséquence assez inattendue qui est

celle-ci: chercher le dialogue avec un totalitaire, c'est ou bien engager un dialogue de sourds, ou bien mettre l'interlocuteur dans une position périlleuse pour lui et l'obliger à choisir entre la sincérité et la sécurité, alors qu'on ne court soi-même aucun risque de ce genre. Cela manque d'élégance, pour ne rien dire de plus, alors que, dans le premier cas, on se livre à un exercice assez vain, car. les points de vue confrontés, on n'aboutira guère qu'à, voir plus nettement encore par où ils sont inconciliables, – à moins qu'on ne se mette d'accord sur des *mots* qui recouvrent des équivoques. Cela serait le cas, si totalitaires et non-totalitaires déclaraient qu'ils s'entendent à vouloir les mêmes valeurs culturelles. Mais en fait, une science, un art, une Iittérature, une philosophie commandés et contrôlés par les maitres de l'État au nom d'une doctrine officielle ne sont pas la science, l'art, la littérature et la philosophie dont les non-totalitaires entendent parler, lorsqu'ils nomment ces diverses activités de l'esprit!

Il reste que le dialogue sera sans doute possible sur des matières secondaires; cela peut permettre des contacts, mais cela est d'un intérêt médiocre au regard d'une «politique de la culture»; les vrais problèmes et causes de division ne sont pas là.

Un mot encore concernant la rubrique «Convergences», que vous vous proposez d'inaugurer. Je trouve cette idée intéressante, mais ici encore, ici surtout, il faudra distinguer les convergences réelles des convergences verbales qui recouvrent des divergences de fond et de méthode dont on ne saurait faire abstraction, si l'on ne veut pas laisser se créer de fâcheuses confusions dans les esprits et laisser s'affaiblir le sens des valeurs qui sont en jeu dans les conflits idéologiques et politiques de notre temps.

Je vous envoie deux textes où vous trouverez peut-être des réflexions qui pourront convenir à la rubrique «Convergences». L'article du *Protestant* est relatif à la Suisse, mais contient des observations et formule des règles de comportement applicables aussi au problème de l'unité spirituelle de la cité humaine. La communication faite au congrès de Strasbourg s'applique à esquisser tout à la fois les convergences et les divergences qui se manifestent dans le moment actuel de l'histoire des sociétés humaines. Je pense en effet que si l'on a grand raison de souligner les convergences, il ne faut pas se borner à cela, mais qu'on doit s'appuyer sur les convergences

pour exclure, par des choix judicieux et nets, tout ce qui risque de faire échouer la grande aspiration à l'unité qui travaille les sociétés humaines. Il est urgent de faire comprendre que l'unité obtenue par les moyens de force s'obtient au prix d'un abaissement du niveau intellectuel et moral d'une société. Elle n'est pas une réelle unité, ni le gage d'une culture digne de ce nom.... culture était de mauvaise foi, la primauté du spirituel serait dans la conscience de cette mauvaise foi.

Certes, les convictions personnelles, les pressions extérieures empechent parfois l'anti-totalitarisme de l'homme de culture de se manifester efficacement; cela ne fait cependant que prouver une fois de plus l'urgente nécessité de susciter et de maintenir le dialogue. Si écouter l'appel au dialogue comporte un danger, la responsabilité (ou le mérite) n'en revient pas à la Société Européenne de Culture, mais à l'homme de culture lui-même, car en lui seulement peut naitre une vraie volonté de dialogue. Et, à supposer qu'on puisse jamais juger inélégant un témoignage de vérité, il n'y a, me semble-t-il, aucun manque d'élégance à souhaiter le dialogue et à se déclarer prêt à l'engager avec quiconque peut en ressentir le besoin.

Je vous remercie vivement de vos remarques sur la rubrique «Convergences». Je ne peux que les approuver entièrement. Je suis conscient du danger des convergences apparentes et de la nécessité de ne s'arreter qu'aux réelles.

]'ai lu avec grand intérêt votre article sur «l'unité spirituelle de la cité» ainsi que votre étude sur la crise actuelle de la civilisation», que vous avez bien voulu m'envoyer. Il est regrettable que je ne puisse m'eu servir pour notre nouvelle rubrique, comme vous avez eu l'amabilité de me le proposer, mais notre revue a pour règle de ne publier que des textes inédits.

Avec tous mes remerciements pour votre constante collaboration, veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments cordialement dévoués.

Réponse

Henri-L. Miéville
Venise, le 6 juin 1953

Cher Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir excuser le retard avec le quel je réponds à votre lettre du 8 mars et dont cette même lettre est un peu responsable, car elle exigeait un examen que je n'ai pu faire jusqu'à présent. Je savais, par ailleurs, que les questions qu'elle soulevait n'auraient pas été moins actuelles plus tard, et qu'entre temps le dernier fascicule de *Comprendre* aurait apporté quelques éclaircissements à leur sujet.

Voici donc, si vous le permettez, mes réflexions sur ce qui me semble la partie essentielle de votre lettre.

Après avoir énoncé clairement les principes qui régissent la politique de la culture, vous reconnaissez que sur leur fondement le dialogue est possible et utile entre Européens «non-inféodés à une idéologie totalitaire», mais qu'il ne l'est pas «avec des totalitaires militants et convaincus». Or il me semble que cette restriction:-finit par enlever tout sens à l'action de la Société Européenne de Culture, dont le but est de maintenir le dialogue entre hommes de culture divisés par des idéologies différentes. En effet, elle est en contradiction avec Culture, en raison de ses principes et de ses buts, peut les principes de la politique de la culture eux-mêmes, d'après desquels la culture oppose de façon absolue l'homme au totalitarisme. Aussi la qualification de totalitaire ne saurait-elle en aucun cas convenir à l'homme de culture, et finalement à l'homme tout court. Elle ne s'applique proprement qu'à une doctrine, ou au régime politique qui cherche à la réaliser. Ce n'est qu'au sens figuré qu'on peut l'attribuer à un homme considéré comme le produit parfait d'un régime totalitaire. Mais un pareil homme est un inconcevable robot.

C'est pour cette raison que notre Société ne fait pas intervenir, dans le recrutement de ses membres, la distinction de totalitaires

et non-totalitaires. Pour elle, tout homme de culture est, effectivement ou virtuellement, anti-totalitaire.

Militerait-il avec pleine conviction dans un mouvement totalitaire, que sa nature morale exclurait cette primauté du politique sur le spirituel, dont vous faites le propre du totalitaire. Celui qui croit sincèrement que sa politique est la seule bonne, pense nécessairement servir les aspirations universelles de l'homme. Au contraire, si dans son engagement l'homme de

Si un engagement politique pouvait invalider cette distinction, la Société Européenne de Culture devrait renoncer à unir des hommes de culture qui ont des convictions politiques différentes.

Avec tous mes remerciements pour votre constante collaboration, veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments cordialement dévoués.